

Marche des fiertés samedi à Metz



L'événement se tient chaque année au mois de juin. Photo archives RL/Maury GOLINI

C'est en 2002 que la toute première Marche des fiertés a été organisée en Lorraine, à Metz. Après des années d'alternance entre Metz et Nancy, l'événement est désormais (depuis 2013) décliné en double dans les deux principales villes de la région. Dans la préfecture mosellane, c'est l'association Couleurs gaies, en lien avec d'autres associations mais aussi des syndicats, qui pilote l'organisation de cette Gay pride. Comme le rappelle le président de l'association, Mathieu Gatipon-Bachette, il s'agit « de lutter contre l'homophobie et de porter un message de respect et de fraternité ».

Au-delà du défilé coloré qui animera les rues du centre-ville de 15h à 17h, la journée sera rythmée par diverses animations, essentiellement place Saint-Louis où un village associatif sera ouvert au public dès 12h.

Plus d'infos sur www.couleursgaies.fr

URBANISME lorraine

30 millions d'euros pour onze quartiers

Pas moins de 11 quartiers lorrains vont bénéficier du Nouveau programme de renouvellement urbain. A la clef : 30 millions d'euros à se partager.

Bonne nouvelle pour onze villes lorraines. Le préfet vient d'officialiser la liste des quartiers reconnus d'intérêt régional au titre du Nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU). Grâce à ce dispositif complémentaire, les onze sites concernés bénéficieront d'une enveloppe globale de 33 millions d'euros, sur la période 2014-2020. Soit 5 millions de plus qu'initialement prévu.

Trois axes prioritaires
Trois piliers de la politique de la ville conditionnent l'attribution des aides : le développement économique, la cohésion sociale et le renouvellement urbain.

Au total, sept quartiers ou ensemble de quartiers mosellans figurent au sein de la liste officielle. Trois autres ont été sélectionnés en Meurthe-et-Moselle et un seul dans les Vosges.

• En **Moselle**, les secteurs géographiques bénéficiaires sont : Bellecroix à Metz, Bellevue à Forbach, Côte-des-Roses à Thionville, Saint-Eloy à Woippy, Boileau-Prégné à Metz, La

Patrotte-Metz Nord à Metz, Les Chênes à Hombourg-Haut, La Chapelle à Hombourg-Haut et Freyming-Merlebach.

• En **Meurthe-et-Moselle** : Haussonville à Nancy et Les Nations à Vandœuvre-lès-Nancy, Voltaire à Longwy, Concorde à Herserange.

• Dans les **Vosges** : Bitola à Epinal

Concernant la mise en œuvre de ce Nouveau programme de renouvellement urbain, la balle est désormais dans le camp des communautés de communes. Toutes sont tenues de signer des contrats de ville, où les enjeux et les actions à mener devront être clairement identifiés.

Pour mémoire, en mars dernier, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) avait déjà classé cinq quartiers lorrains en intérêt régional. Il s'agissait de l'ensemble Plateau de Haye Nancy-Maxéville à Nancy et Maxéville, Les Provinces à Laxou, La Cité à Berhen-lès-Forbach et Wiesberg Hommel à Forbach.

Y. P.

ÉDUCATION épinal

Défis du bois : dix petites maisons pour se reposer



Sur le campus, le travail des étudiants a déjà commencé. Un parcours fléché permet de le découvrir. Photo Philippe BRIQUELEUR

Une tanière, une enveloppe en toile PVC, une armoire, trois cubes accolés, une tente, un pavillon classique, des voûtes ou encore une tour. Le thème de l'édition 2015 des Défis du bois, c'est un concept japonais qu'on traduirait par « petite maison pour se reposer » (Kyūkeiyō no koya). Dix équipes d'étudiants ingénieurs, architectes, mais aussi compagnons ont été constituées à l'Enstib (Ecole nationale des technologies et industries du bois) sur le campus fibres à Epinal. Jusqu'au 16 juin, avec l'appui des outils de l'école, les équipes se sont lancées dans une véritable course contre la montre. Il va falloir construire en dur une petite maison. Pas une structure à laquelle il manque deux ou trois vis, a rappelé le directeur de l'Enstib Pascal Triboulot, mais une vraie petite maison, qu'on pourra mettre sur un camion,

revendre à un client et intégrer définitivement à un espace. Après trois mois de préparation qui ont permis d'échanger les idées, de se mettre d'accord sur un concept, de faire les plans et quelquefois une maquette, voici venu le temps de la confrontation pour les équipes.

Un chantier qui se déroule cette année sur le campus fibres mais qui reste ouvert au public. Un parcours fléché permet aux scolaires et aux visiteurs de déambuler au milieu du chantier et d'assister à l'évolution de ces petites constructions qui réserveront bien des surprises.

Katrin TLUCZYKONT.

Jusqu'au 16 juin à l'Enstib au campus fibres d'Epinal. Ouverture de 9h à 19h. Renseignements au www.defisbois.fr

ÉCONOMIE

Europort Thionville : les projets de l'investisseur

Sofiane Rachedi, porteur de projet d'installation d'un terminal ferroviaire pour une ligne de fret Thionville-Chine, ne cache pas ses ambitions pour l'Europort. Entre deux avions, il détaille un peu plus son projet.

Pourquoi avoir choisi Thionville comme terminal ferroviaire de votre ligne de fret en partance du centre de la Chine ?
Sofiane RACHEDI : « Prenez Google Maps et regardez où sont les chemins de fer et où sont les clients. La plupart des hubs (plateformes de correspondance) se situent en Hollande, en Belgique, au Luxembourg ou au nord de l'Allemagne. A l'heure actuelle, la ligne au départ de Chengdu s'arrête en Pologne. Je souhaitais la prolonger mais j'avais besoin pour cela d'un triangle d'or en Europe pour faire circuler les flux de conteneurs. Avec Riga en Lettonie et Thionville, je l'ai. Au départ, je voyais plutôt ça en Alsace. Mais j'ai trouvé en Lorraine des synergies et apprécié le dynamisme du syndicat mixte Europort. »

Sur quel modèle économique fonctionne votre ligne de fret ?
« Nous avons prouvé, en un peu plus de deux ans d'existence, que le train pouvait rivaliser avec l'avion. Notre délai de transit peut être inférieur à 13 jours. Et cela pour des prix trois à cinq fois moins onéreux. Pour rallier deux régions éloignées des axes maritimes, c'est très intéressant. Je pense que l'an prochain, on va prendre 10 %

du volume transporté d'habitude par avion et 2 % de celui envoyé par bateau. Ce sera déjà énorme. Pour l'instant, nous sommes à une liaison par semaine. Mais l'an prochain, on devrait être à 2 ou 3. L'idée est maintenant de passer à la dimension supérieure en reliant différentes villes d'Europe à différentes villes de Chine. L'objectif étant d'atteindre 5 à 7 liaisons hebdomadaires. »

Que transportent ces trains ?
« Dans le sens Chine-Europe, essentiellement des produits informatiques, du prêt-à-porter, beaucoup de chaussures et des composants électroniques. Dans l'autre sens, c'est plutôt de l'alimentaire et des produits automobiles. »

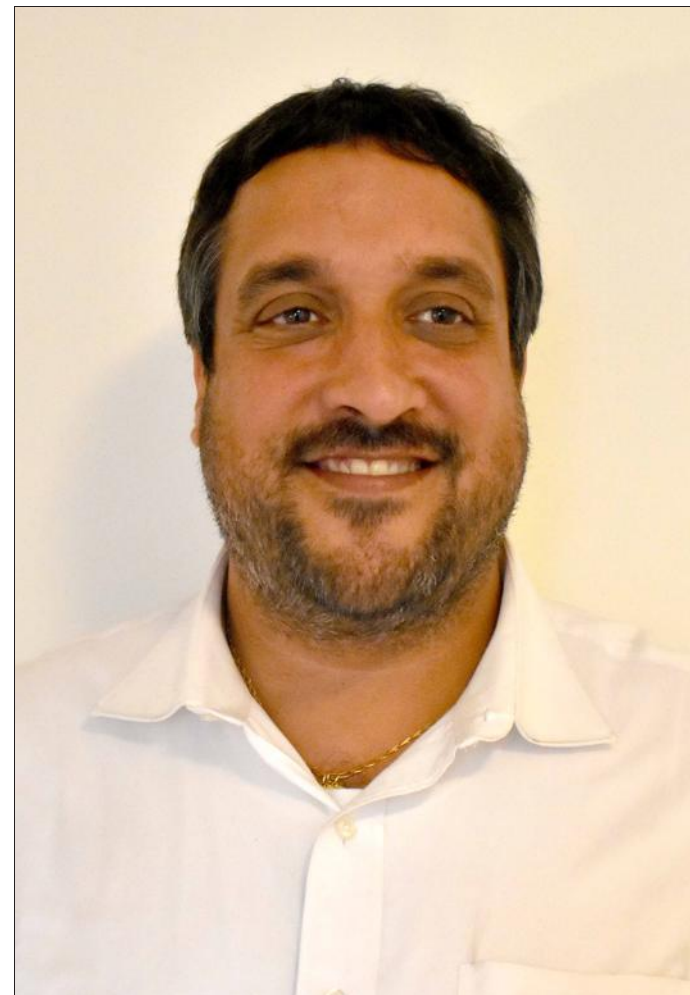
Vous êtes à la tête ou en lien avec plusieurs sociétés de logistique ou d'assemblage. Comptez-vous les implanter aussi à Thionville ?
« Très clairement, si je voulais en rester à un terminal, je n'irais pas à Thionville. Ce qui m'intéresse, c'est la place et le potentiel qu'il y a autour. Je ne viens pas planter des arbres. Je ne suis pas connu pour ça. Mais il est encore trop tôt pour vous en dire plus. Ce qui est sûr, c'est que la liaison fluviale que permet ce site est intéressante. Et

je pense pouvoir trouver dans la région une main-d'œuvre disponible qui a l'habitude de travailler pour de grands groupes. »

Compal Europe, YHF Logistics, EEB, Bizcom Europe, on se perd un peu dans toutes vos sociétés. Qui êtes-vous exactement ?

« Je suis français mais j'ai fait l'essentiel de ma carrière à l'étranger. J'ai commencé en Californie, chez HP, à développer les premiers portables. Après, j'ai fait de la distribution informatique dans le sud de la France en créant Bizcom Europe, avec qui on a lancé pas mal d'innovations, dans les télécoms, le médical ou la wifi pour les taxis parisiens. Compal est l'un des plus gros fabricants électroniques et je gère sa partie Europe-Afrique-Moyen-Orient. Avec YHF Logistics, on a lancé une compagnie cargo sur la ligne Chengdu-Lotz, avec les services qui vont autour. Je n'en suis plus le PDG, même si j'en suis toujours actionnaire. Avec EEB (Eurasia Express Bridge), la société européenne qu'on vient de créer, on reste sur ce créneau du fret ferroviaire mais dans une autre dimension. »

Propos recueillis par Philippe MARQUE.



Sofiane Rachedi, bientôt 41 ans, a de grandes ambitions pour l'Europort Thionville. Photo DR

Le yussois Elisana pleinement engagé



Mathieu Tinnes, gérant de la société de transport international. Photo Julio PELAEZ

Jeune entreprise de logistique créée en 2012 et installée zone Cormontaigne à Yutz, Elisana connaît bien Sofiane Rachedi et sa ligne de fret Chine-Pologne. C'est même elle qui a joué les entremetteurs entre le porteur de projet et le syndicat mixte Europort. Depuis mai 2013, Elisana est en effet l'un des exploitants de cette ligne de fret créée un an plus tôt. « Le fait qu'un géant comme HP en soit le premier utilisateur a renforcé notre confiance », explique Mathieu Tinnes, le gérant. Un engagement qu'il ne regrette pas. La ligne ferroviaire pèse aujourd'hui plus de la moitié de l'activité transport de la société. De quoi rassurer les observateurs lorrains toujours méfiants dès qu'un investisseur mise sur la

région. « Ce n'est pas du vent », sourit Mathieu Tinnes avant de détailler le rôle de sa société : « On assure le transfert des marchandises de A à Z, en proposant du porte à porte. Ce fret ferroviaire est deux fois plus cher que le bateau mais deux à trois fois plus rapide. C'est en revanche trois fois moins cher que l'avion. On opère pour des sociétés de jeux et de loisirs (matériel de plage), des moules pour l'injection plastique, de l'habillement et de l'équipement à la personne ou des pièces auto déjà thermoformées. »

Autant dire que le prolongement de la ligne jusqu'à Thionville constitue pour Elisana une excellente nouvelle : « Cela va nous offrir de nouvelles perspectives. »

colloque national à metz

Les IUT lorgnent sur la formation professionnelle

Les directeurs des IUT de France sont en colloque sur le campus de Metz. Au programme : la mise en place d'une offre de formation qualifiante pour salariés et demandeurs d'emploi.

C'est une petite révolution que s'approprient à vivre les cent treize IUT de France : ne plus s'adresser aux seuls étudiants mais développer le plus tôt possible des formations qualifiantes pour salariés et demandeurs d'emplois.

Ce colloque programmé sur trois jours à Metz, fidèle au pragmatisme qui colle à ces établissements, permet à ses directeurs de travailler sur tous les aspects de cette vraie nouveauté. Débats, tables rondes ou ateliers permettent un tour d'horizon particulièrement complet, « ceci avec nos partenaires chefs d'entreprises, collectivités territoriales, décideurs... » précise Michel Seelig, président de l'IUT de Metz. Rappelant ainsi la connexion constante de l'IUT avec le milieu socio-économique local. « Ce qui est essentiel, puisque l'offre de formation devra correspondre aux besoins du marché de l'emploi. »

Moulay Driss Benchiboun, vice-président de la commission Formation continue et alternance (FCA) du réseau des directeurs d'IUT, remet dans le contexte. « La dernière réforme relative à la formation professionnelle a modifié les DIF, droit individuel à la formation, en CPF, compte personnel formation. » Au-delà du sigle, c'est toute la philosophie de la formation offerte aux salariés qui change et les IUT comptent bien s'engouffrer dans cette brèche nouvelle. « Formation professionnalisante et par alternance, on sait faire, analyse Moulay Driss Benchiboun. Désormais, salariés et demandeurs d'emploi peuvent



Christian Krebs, directeur de l'IUT de Metz et Moulay Driss Benchiboun qui a organisé ce colloque, consacré à la formation continue et l'alternance. Photo Anthony PICORE

utiliser leurs comptes d'heures, tout au long de leur parcours professionnel. Nous allons proposer des offres de formation, notamment en direction des demandeurs d'emploi. »

Les IUT s'organiseront au sein de leur réseau pour ne pas se faire concurrence. « Pas de formation diplômante, mais une certification en fin de formation. Ensuite, charge à la personne de passer par une Validation des acquis de l'expérience (VAE). »

Voilà qui risque de ne pas plaire aux déjà nombreux organismes de formation, « ça n'est pas pour faire du commercial, affirment en chœur Michel Seelig et le direc-

teur de l'IUT de Metz, Christian Krebs. Notre métier c'est la formation et ces offres nouvelles ne pourront pas se faire à moyens constants. Il faudra bien recruter. »

En attendant, les formations devront être coordonnées et surtout être éligibles au CPF pour être subventionnées. Les formations développées au niveau DUT seront définies en commission nationale IUT. Par contre, celles liées aux licences professionnelles, mises en place en fonction des besoins du territoire, seront définies au sein de chaque IUT. A Metz, Christian Krebs est déjà dans les starting-blocks. « Cha-

cun de nos six départements devra me faire une proposition de formation pour septembre. La volonté est d'être prêt au printemps prochain. » Metz est particulièrement bien placée en matière de formation en alternance. Avec 400 à 450 apprentis sur ses 1800 inscrits, l'IUT fournit plus d'un quart des apprentis de toute l'Université de Lorraine. « Dix-sept de nos vingt licences professionnelles se font en alternance. Cinq de nos six DUT. Notre taux d'apprentis (25 %) est largement supérieur à celui du national (18 %). »

Laurence SCHMITT.

meuse

ArcelorMittal : tendre vers le « zéro défaut »

Pour se positionner sur le marché, le site ArcelorMittal de Revigny-sur-Ornain, en Meuse, investit 3,6 M€ dans deux nouvelles chaînes.

Améliorer la qualité, le savoir-faire, ainsi que la compétitivité des produits haut de gamme de l'entreprise. Et marquer la différence, en se plaçant sur des aciers à haute valeur ajoutée. C'est dans ce contexte de performance et de lutte contre la concurrence que s'est déroulé, hier, le démarrage officiel de deux nouvelles lignes de production sur le site de la société ArcelorMittal de Revigny-sur-Ornain (Meuse). « Des installations destinées à produire des barres d'acier qui seront ensuite exploitées pour fabriquer des pièces utilisées dans l'industrie automobile », explique Jean-Luc Dieudonné, le directeur du site meusien, spécialisé dans la technique de l'étrépage à froid. « Ces deux lignes vont nous permettre de produire de nouveaux aciers à plus forte valeur ajoutée, tout en améliorant le contrôle de la qualité des produits pour tendre vers le "zéro défaut". »

Le montant de l'investissement de ces matériels dernière génération s'élève à 3,6 M€. « Pour lequel nous avons obtenu le soutien de la Région Lorraine et du GIP objectif Meuse », poursuit Jean-Luc Dieudonné, dévoilant également que « sur cet investissement total, plus d'un million d'euros ont été dépensés chez des fournisseurs locaux. Les fournisseurs principaux étant le constructeur italien Mair, pour 1,8 M€ et la société General Electric/Allemagne pour 600 000€ ».

Dans un rayon de 500 km

Ce rendez-vous, qui s'est déroulé en présence du préfet de la Meuse, Jean-Michel Mougard, accompagné d'élus et de repré-

sentants de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), a été l'occasion de visiter les installations qui s'étalent sur une surface de quelque 40 000 m² couverts. Un site où œuvrent 90 salariés aux commandes de six lignes d'étrépage destinées à produire des barres de 5 à 80 mm de diamètre, dédiées à 75 % à l'industrie automobile, mais aussi au machinisme agricole, à la mécanique générale et au négoce.

« Environ 2000 types de produits différents sont fabriqués chaque année, ce qui représente 47 000 tonnes pour un chiffre d'affaires de 40 M€, détaille Jean-Luc Dieudonné, durant la visite qui a permis également de faire un point sur la provenance de l'acier transformé à Revigny : 80 % de Duisburg en Allemagne, Zumarraga, en Espagne et Varsovie en Pologne, se partageant le reste du marché.

« Nous comptons environ 400 clients dans un rayon de 500 km », éclaire le directeur, en ajoutant : « Nous livrons principalement en France, en Allemagne et en Europe centrale », quelques marchés se développant aussi en Italie, Pologne, Ukraine et Russie.

Évoquant la crise qui n'épargne personne, Jean-Luc Dieudonné explique : « Il y a dix ans, nous produisions 80 000 tonnes. Pratiquement le double, par rapport à aujourd'hui. C'est pourquoi nous nous battons pour garder le cap. Et grâce à nos derniers investissements, nous visons l'objectif d'augmenter notre production de 15 000 à 20 000 tonnes par an ». Avec, en filigrane, l'embauche d'une quinzaine de salariés.

Martine SCHOENSTEIN.

Sablier géant devant Pompidou Metz

La sculpture mesurera 2,70 de haut. Elle sera essentiellement composée de métal et sera érigée le 20 juin devant le centre Pompidou de Metz. « Elle représente le signe de l'infini et ce sablier décomptera le temps qui passe avant la conférence des Nations Unies sur le climat prévue au mois de décembre à Paris », décrit le concepteur de cette œuvre, Gregory Wagenheim, artiste plasticien à Metz. A l'origine de cette commande, l'agglomération de Metz Métropole qui voulait interpeller les visiteurs du centre Pompidou sur l'urgence climatique. Parallèlement, une pétition (signcop21) a été lancée sur la toile, afin que tous ceux qui le souhaitent, signent cet accord climatique à l'instar des chefs d'Etat. L'un ne va pas sans l'autre. L'œuvre connectée égrènera le nom des signataires en même temps que les secondes.

Eiffage : les politiques réagissent

« Plan sociaux, fermetures de sites, délocalisations et licenciements, notre bassin de vie et d'emploi est aujourd'hui malmené. » Patrick Abate, sénateur PC de Moselle fait plus que s'inquiéter. « Ascometal, France-Transfo, Eiffage constituent de longue date des fleurons industriels et j'ai interpellé le gouvernement à ce sujet. »

Le sénateur s'interroge sur les fonds publics qui ont pu être accordés à ces entreprises. Aurélie Filippetti, députée, s'étonne aussi de la fermeture d'Eiffage à Maizières-lès-Metz. « Comment ne pas y voir une contradiction flagrante avec les aides fiscales dont a bénéficié le groupe depuis trois ans sans oublier les « crédits CICE ». L'ancienne ministre interpelle également le PDG du groupe, Pierre Berger, « autour de Maizières de nombreuses entreprises prestataires ou partenaires dépendent d'Eiffage parfois pour 40 % de leur chiffre d'affaires ».